

Chronique de jurisprudence

G. P.

Volume 19, Number 2, 1951

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1103211ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1103211ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

HEC Montréal

ISSN

0004-6027 (print)

2817-3465 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

P., G. (1951). Chronique de jurisprudence. *Assurances*, 19(2), 84–97.
<https://doi.org/10.7202/1103211ar>

Chronique de jurisprudence

par

G. P.

84 I — Le sous-agent et les droits de l'assuré.

La Cour d'Appel du Nouveau-Brunswick vient de rendre un arrêt intéressant dans la cause de Yvon F. Léger vs World Marine and General Insurance Company Limited, J. Arthur Anderson et J. A. Anderson & Co., au sujet du sous-agent qui accepte un risque pour le compte de la World représentée par son agent général dans la province du Nouveau-Brunswick. Voici les faits, en résumé:—

a) A est sous-agent de B et il sollicite des affaires d'assurances pour le compte de celui-ci. Il n'a pas le droit de lier l'assureur (C) cependant. Il demande le taux à B, reçoit la prime de D (le proposant) et envoie à B la proposition d'assurance signée par D. Avant que la police ne soit émise, le risque est détruit par le feu. B, au nom de C refuse de verser l'indemnité en affirmant que A n'avait pas autorité à accepter le risque.

b) La proposition d'assurance mentionnait ceci: « All insurances subject to the approval of the company ». De plus, il n'y avait aucun contrat entre A et B les liant l'un à l'autre, mais il en existait un entre B et C.

Voici l'essence de l'arrêt:

a) « *Robidoux was authorized by Anderson to canvass for fire insurance. The only company he was acting for was World Marine & General Insurance Company Limited and he supplied Robidoux with application forms for insurance*

by that company (evidence p. 95). The plaintiff, at the request of Robidoux, applied for \$7,000. insurance on the said mill. Robidoux prepared an application to cover this and had the plaintiff sign it. The application was not completely filled, but it was accepted by Robidoux as sufficient and he had previously examined the mill for the purpose of receiving the said application. Robidoux obtained from Anderson the amount of the premium to be charged. The plaintiff paid Robidoux the premium in full and was told by Robidoux that he was insured from that time forward. He gave plaintiff a receipt in the following form:

May 30, 1947.

Received from Yvon F. Léger for fire insurance on mill,
Dollars \$315.00.

M. Robidoux.

b) He (Robidoux) immediately forwarded the application to Anderson by mail. The plaintiff wanted insurance. He wanted it at that time — not a week or a month hence. The insurance agent took his money and assured him he had insurance from that time. But the said application contained the following clause: "All insurances subject to the approval of the company". "All insurances" includes insurance in operation.

"That receipt given by Robidoux was, I believe, an interim receipt issued on behalf of the defendant insurance company under authority of Anderson. Anderson had power to bind the defendant company and he had power to appoint sub-agents. He had appointed Robidoux. Robidoux took the application and was paid the premium and thereupon informed the plaintiff that he was insured. That is a usual custom among fire insurance agents.

c) It would be detrimental to business if they did not have such authority. Anderson says that Robidoux exceeded

his authority. But how would the plaintiff know that, if it be true? Robidoux was Anderson's agent, clothed with authority to canvass for insurance. If in doing so he exceeded his authority who was to suffer, his principal, or the insured who believed him and acted in good faith on his assurance?

Jugement à noter parce qu'il établit à nouveau la responsabilité du commettant et le droit de l'assuré qui a agi de bonne foi.

86

II — En vertu de la section C du contrat, l'assureur est-il responsable des dommages causés indirectement à l'automobile, à la suite d'un accident ?

Non, répond le juge Langlais, de la Cour Supérieure (District de Kamouraska — 23 avril 1951, No. 17,333).

Voici, en résumé, les arguments sur lesquels l'opinion du juge Langlais s'étaye :

« *Il n'y a pas de doute que l'assurance est responsable de la collision et des dommages qui découlent directement. C'est ce qu'elle reconnaît d'ailleurs en déposant le montant.*

« *Voici la clause. C'est la section B qui se lit comme suit :*

« *B. L'assureur s'engage à indemniser l'assuré de la perte ou dommages causés directement à l'automobile, ainsi qu'à l'équipement y attaché ou y contenu, lorsque telle perte ou dommages sont uniquement causés par collision accidentelle avec un autre objet en mouvement, ou stationnaire, ou par capotage.*

« *La clause est donc claire. L'assureur est responsable des dommages uniquement causés par collision. Dans le cas actuel une collision eut lieu et la défenderesse paie les dommages causés par cette collision, mais elle refuse de payer les dommages causés par l'acte volontaire du chauffeur qui après la collision, au lieu de se rendre compte que son huile ne circulait plus, que son carter avait une fissure ou toute autre*

chose qui pouvait affecter la marche du moteur, démarra imprudemment et continua de circuler, bien qu'il s'aperçut que le moteur fonctionnait mal. Je crois que la défenderesse a raison.

« Les dommages du moteur ne résultent pas de la collision dans ce sens que ce n'est pas la collision qui a brisé le moteur. Il est possible que le moteur ait perdu son huile lors de la collision. Le demandeur si quelque chose était brisé dans la distribution de l'huile pouvait réclamer le bris, mais au lieu d'arrêter quand il s'aperçut que son moteur ne voulait pas démarrer (il dit dans son examen au préalable que ça a pris au-delà de 10 minutes pour en venir à bout), il continua imprudemment et le moteur brûla. Il aurait dû rester sur les lieux et faire touer son auto immédiatement» .

87

Le juge ajoute, ce qui confirme un autre point de droit:

a) C'est à l'assuré de faire la preuve de sa perte.

b) En vertu de la police si l'assuré n'a pas établi sa perte, il ne peut prendre une action et il ne peut réclamer que lorsque sa perte est établie ou acceptée par l'assureur.

III — Responsabilité de l'automobiliste envers le passager à titre gratuit.

L'article 1053 du Code civil se lit ainsi:

« Toute personne capable de discerner le bien du mal est responsable du dommage causé par sa faute à autrui, soit par son fait, soit par imprudence, négligence ou inhabileté ».

Cet article établit par extension la responsabilité de l'automobiliste envers les personnes transportées, à moins que celui-ci puisse démontrer qu'il s'agit d'un cas fortuit, comme l'éclatement d'un pneu qui fait faire au conducteur un faux mouvement: celui-ci applique les freins brusquement dans le cas présent. Le tribunal conclut que l'automobiliste ne peut être tenu responsable d'une chose qu'il ne peut prévoir. Bastien vs Beaudet (1950) S. C. 465 S.C.Q. juge Edge.

IV — De l'avis à donner à une municipalité à la suite d'un accident.

A la suite d'un accident, en vertu de la section 536d de la Charte de la ville de Montréal, il est nécessaire de donner un avis écrit dans les trente jours qui suivent le sinistre, mais aussi de donner au moins quarante-huit heures aux représentants de la ville pour faire l'examen des dommages causés à la voiture par un des véhicules de la ville.

88

L'absence d'avis de réparation est censée annuler les droits du propriétaire. C'est ce que le juge Cadotte a confirmé dans la cause de Blondeau vs la Cité de Montréal (C.S.M. 91). Il a noté a) que le fait par la ville d'être au courant de l'accident n'était pas suffisant pour annuler le droit d'examen accordé à celle-ci; b) qu'à cause de la rigueur de la règle et du fait qu'on la transgresse généralement, la poursuite était renvoyée sans frais.

La nécessité des délais à observer vaut d'être notée ici. Et c'est pourquoi nous attirons l'attention de nos lecteur sur le double aspect que les avis doivent prendre.

V — De quelques règles générales à tirer de la cause de Laurentian Colonies & Hotels Ltd. vs Alliance Insurance Company of Philadelphia et autres intéressés. (C.S.M. 16-2-51 — No. 267960).

Nous ne voulons pas pour le moment exprimer une opinion sur cette affaire, jugée en février par le tribunal de première instance. Nous préférons attendre l'arrêt du tribunal d'Appel ou de la Cour Suprême du Canada, à qui elle sera sans doute soumise. Pour l'instant, nous voudrions simplement extraire des témoignages rendus par des témoins et des experts, certaines opinions qui éclairent la pratique.

1° — En assurance contre l'incendie, à côté du risque matériel, c'est-à-dire le risque d'incendie et, en général, ceux

que garantit la police, il y a également le risque moral. Celui-ci existe *a)* lorsque l'affaire, en soi, ne peut rapporter à l'assuré suffisamment pour lui permettre de faire face à ses frais; *b)* lorsqu'un ou plusieurs des intéressés ou le directeur de l'entreprise ont la réputation d'être malhonnêtes ou d'avoir mauvais caractère; *c)* lorsque l'assuré doit emprunter beaucoup d'argent pour terminer la construction d'un immeuble, sans avoir une réputation d'intégrité et de stabilité suffisante; *d)* quand la situation financière d'une entreprise n'est pas satisfaisante; *e)* quand il existe une ou plusieurs hypothèques.

89

L'existence d'un mauvais risque moral est une cause suffisante de refus ou d'annulation. Certains assureurs prennent même l'attitude que le risque moral est plus grave que le risque physique. Cependant, il arrive *a)* que, par suite de l'influence du courtier, l'assureur passe outre et accepte l'affaire quand même, mais il veut être tenu au courant. *b)* qu'en se fiant au courtier, l'assureur ne fasse aucune enquête particulière.

2° — Le refus d'assurer par un premier assureur ou l'annulation d'une police antérieure doivent-ils être communiqués au nouvel assureur ?

Voilà une question très importante à laquelle il n'est pas possible de répondre par un oui ou par un non. Avant d'exprimer une opinion, car nous croyons bon d'intervenir dans le débat, voyons quelques-unes des opinions qui ont été données au cours du procès. *a)* Dans une modification à leur factum original, les avocats des défendeurs ont ajouté les deux paragraphes suivants (18 et 18a) en invoquant comme une cause de nullité le fait qu'on n'ait pas averti les défendeurs que des polices avaient été résiliées et que d'autres assureurs avaient refusé le risque.

« 18. *At the time of application by plaintiff to defendant for insurance, plaintiff omitted to communicate to defendant and concealedd from defendant, that other insurers had cancelled policies of insurance held by plaintiff in respect of said property, had refused to insure plaintiff's interest in said property and had refused to transfer policies to plaintiff.*

90

« 18a. *That certain of the said cancellations of policies of insurance held by plaintiff in respect of the said property and certain of the refusals to transfer policies to plaintiff were by reason of the fact that the insurers who cancelled, who refused to insure and who refused to transfer policies, were not satisfied with the moral hazards involved in the acceptance and/or the continuance of said insurance ».*

A l'appui de cela, les témoins des défendeurs ont affirmé que s'ils avaient connu les demandes d'annulation, ils auraient pu faire enquête sur la raison. Deux sont même allés jusqu'à affirmer qu'ils auraient refusé le risque. Et le juge note: « *The defendant's witnesses also said that they would consider as a material fact, the fact that insurance companies, with whom a broker regularly places business, had refused to insure the applicant in respect of the same property . . .* »

De son côté, le courtier de l'assuré affirme ceci d'après les notes du juge: « *He was not asked by any of the underwriters if any other insurance company had refused to go on the risk. He said that in his experience it happened that he had received cancellations and had not advised other companies of them and that this situation would be the same with regard to case of refusal to transfer. He said that he did not always tell the other companies that other companies had declined and that he did not have to explain to one company the action of all the other companies underwriting coverage, which seems very logical ».*

Un autre témoin, courtier également, affirme ceci, toujours d'après les notes du juge: « *When he received cancellations he replaced the risk in other companies and that unless the cancellation was caused by a hazard which rendered the risk more dangerous he saw no necessity of advising other companies of the cancellation unless other companies asked.* »

De leur côté, trois témoins des défendeurs s'expriment ainsi, d'après le juge:

91

1 — Le premier: « *His company was not so much concerned if other companies refused a risk because underwriting policies vary considerably and refusals are often governed by the party who offers the business because some companies will not take a risk from anyone but their own agents and that his company did not customarily ask if the risk had been refused, as in general it was not interested in what other companies do or did about it.* »

2 — Le deuxième: « *It was normal for insurance companies to be offered business which had been turned down by others, that he did not expect that his company would be the first one to whom business had been offered and that he would not take it as essential to his knowledge the fact that some small underwriters cancelled their risk before he took the risk.* »

3 — Le troisième: « *He would not always ask the broker if any company had refused.* »

Comme il s'agit d'un point accessoire, mais important, nous croyons pouvoir exprimer notre opinion ici sans intervenir dans le fond du débat. À notre avis, la question se présente ainsi: le courtier n'est pas le représentant de l'assureur, mais celui de l'assuré. S'il offre un risque, il doit s'en tenir à répondre aux questions qui lui sont posées. Comme il n'y a généralement pas de proposition d'assurance en as-

surance contre l'incendie, tout au moins, il présente les faits tels qu'ils sont, mais sans développement particulier. Ainsi, il offre l'assurance d'un hôtel situé à tel endroit, propriété de tel assuré et s'il y a une hypothèque, à qui l'indemnité est payable en cas de sinistre, sans plus. C'est à l'assureur de demander tous les éclaircissements qu'il désire sur le risque lui-même et ses particularités. C'est à lui à faire toutes les enquêtes nécessaires et, généralement, il ne se gêne pas, quel que soit le courtier, quitte à discuter après coup. Le rôle du courtier est de s'en tenir à la stricte vérité et de voir à ce que la police garantisse son client, dans l'état où était la propriété au moment où il l'a inspectée, car il ne doit pas se contenter de laisser rédiger le contrat sans vérification.

Quant au refus opposé par certains assureurs, il deviendrait à peu près impossible d'assurer certains risques si chaque assureur demandait le nom de ceux qui les ont refusés avant lui. Chacun a sa politique et chacun l'applique comme il l'entend.

Monsieur Bell, de la Guardian, expose très bien la situation quand il dit comme nous le mentionnions précédemment, d'après le juge: « *His company was not so much concerned if other companies refused a risk because underwriting policies vary considerably and refusals are often governed by the party who offers the business because some companies will not take a risk from anyone but their own agents and that his company did not customarily ask if the risk had been refused, as in general it was not interested in what other companies do or did about it.* »

Et le juge nous paraît avoir raison, cette fois, d'écrire: « *It is obvious that when a brokerage firm seeks to place also cancellations for a number of reasons and so long as there is no bad faith on the part of that brokerage firm or its principal and no knowledge of the reasons by either, the Court can see*

no reason why the brokerage firm should give to any insurance company such information. » D'un autre côté, si, au lieu d'un courtier, il s'agissait d'un agent général, la conclusion ne serait sans doute pas la même.

3° — L'existence d'une hypothèque est-elle une cause de nullité ?

Voici d'abord le témoignage du courtier :

Q. *What difference do mortgages make in the acceptance of an underwriting risk ?* 93

A. *I am not an underwriter but I do not think they make very much difference to the underwriters, particularly that nearly all of the large risks we place are encumbered with a mortgage, and secured by a bond issue, and the policies are made payable to the trustee for the bondholders or to the mortgagees and very rarely is there any objection. Most homes today are built with a mortgage from the National Housing Corporation or an insurance company and the insurance companies are very ready to accept them.*

Q. *To what trouble do you go to find out the mortgage situation ?*

A. *We do not go to any.*

Q. *Is that the common practice of all brokers ?*

A. *I think so. We are not investment dealers and we do not go into the mortgage question. We are asked to insure a property and we submit the application with any information.*

Q. *You say you take no steps with regard to the mortgage situation ?*

A. *No sir.* »

Par contre, les témoins des assureurs s'entendent, semble-il, pour affirmer :

a) que l'existence d'une hypothèque est un fait de la plus grande importance permettant de juger le risque moral et que l'assureur doit connaître;

b) que l'existence d'une hypothèque, sauf si elle est trop élevée, n'est généralement pas une cause de refus du risque.

94 Nous croyons personnellement que les assureurs ont raison de vouloir être au courant, mais qu'en fait, l'existence d'une hypothèque ne peut être une cause de nullité du contrat. Comme le courtier le dit très bien « avoir une hypothèque sur sa maison est un fait courant, que l'assureur a le droit de savoir, mais dont il doit s'informer ».

4°. Une note de couverture constate l'existence d'une assurance, mais n'est pas la police elle-même. C'est une note du juge qui se lit plus exactement ainsi: « An interim receipt evidences a contract of insurance; it is not an insurance policy ».

En terminant, nous croyons intéressant de reproduire ici les sources de documentation du juge.

Quebec Insurance Act, R.S.Q. chapter 299, article 213 and 243

F. J. Laverty, The Insurance Law of Canada, Second Edition p. 27 et seq.

MacGillivray, Insurance Law, 3rd Ed. p. 395

Welford & OttervBarry's, 4th Ed. p. 76

Citizens' Insurance v. Lafrançois, 2 K.B. at p. 550 and p. 557

B. C. Fire v. Choinière, 27 R.L. (n.s.) p. 168

Concealments

Fleurie v. Can. Woodmen, (1938) 63 B.R. p. 409; 5 I.L.R. 10

Laverty, 2nd Ed. p. 211 and at p. 228

Wiseman v. Queensland Insurance, 39 R.L. (n.s.) 1, Stein, J.

Mortgages

MacGillivray's, on Insurance Law, p. 539

Ducharme v. The Montreal Fire Ins. Co., 2 L.N. 115

Gresham Life Assurance Society v. Banque d'Hochelega, 38 B.R. 529 at p. 531

Cie d'Assurance Mutuelle v. Beaudin, 45 B.R. 551

Phoenix v. Morin, 23 B.R. 388

Laverty, Insurance Law of Canada, 2nd Ed. pp. 219, 209 and 210

Douglas v. British Crown Assurance Corporation, 70 S.C. p. 193

La Cie Equitable d'Assurance Mutuelle contre le Feu v. St. Aubin, 18 K.B. p. 345

Bureau v. La Cie d'Assurance Mont Royal, 38 R.L. (n.s.) p. 405

Desmarais v. London Guarantee & Accident Co., 25 R.L. (n.s.) p. 301.

Financial Situation

Laverty, Insurance Law of Canada, p. 220 et seq.

Previous Cancellations

Laverty, Insurance Law of Canada, 2nd Ed. p. 213

ASSURANCES

Welford & Otter-Barry's, p. 140:
A fact is not material merely because, if disclosed, it would have led to the discovery of material facts.

Ginsberg v. Franklin Fire, [1937] 4 D.L.R. p. 585

Taylor v. London Ass., [1935] S.C.R. 422; 2 I.L.R. 252

Kadishewitz v. London Ass., [1931] O.R. 529

London Ass. v. Mansel, 11 Ch. D. 363, 11 News 32

Klein v. Union Ins., (1883) 3 O.R. 234 (C.A.)

Coutler v. Equity, (1904) 9 O.L.R. 35 (C.A.)

Fordorchuk v. Can. & Gen. Ins., [1931] 3 D.L.R. 387

Welford & Otter-Barry, on *Fire Insurance*, dealing with the knowledge, by a former agent, of material facts, says, (p. 135)

... but his knowledge of them is not imputable to his principal after their relationship as principal and agent has ceased. Other policies, therefore, effected by the principal through other agents, cannot be avoided on the ground that this fact was not disclosed, provided that both the principal and the other agents were ignorant of it at the time when such policies were negotiated.

Application of "Materiality"

Welford & Otter-Barry, on *Fire Insurance*, p. 138 and p. 140

MacGillivray, on *Insurance Law*, p. 550, says:

... that evidence to the effect that information of a particular kind is not ordinarily disclosed may not only allow but require the Court to hold that the insurers waived that class of information.

Notes on Motion to Reject Testimony
Regarding plaintiff's motion to set aside part of testimony of Maurice G. Audet and that of Paul Emile Danault and exhibit D-15,

Art. 1078 of the *Criminal Code*.

In the Matter of a Reference as to the Effect of the Exercise by the Governor General of the Royal Prerogative of Mercy upon Deportation Proceedings, [1933] S.C.R. 269

Hamelin v. Cerat, 26 Q.P.R. p. 177

Transfer to Garson and Swards

Art. 1571 C.c.

Migner v. St. Lawrence Fire, 10 K.B. at p. 153

Norwich Fire v. Poirier, (1938) 65 B.R. 447; 5 I.L.R. 393

Other Jurisprudence

Lacombe v. La Protection, 483 C. p. 531

Globe & Rutgers Fire Insurance Co. of N.Y. v. McPherson, 38 S.C. 433

I The contract of fire insurance requires the utmost good faith.

(a) *Civil Code*, articles 2485 and following.

(b) *Welford & Otter-Barry's Fire Insurance*, Fourth Ed., 1948, pages 5 and 131.

MacGillivray, on *Insurance Law*, Third Ed., 1947, pages 522 and 540.

(c) *Railway Passenger Assurance Company v. Standard Life Assurance Company*, 63 S.C.R. 79, in particular, Anglin J., at page 97; Mignault J. at page 101.

Descary v. Martineau, [1932] 1 D.L.R. 290, Surveyer J.

Tessier v. Norwich Union, 3 I.L.R. 624 at page 630, Belleau, J.

Lavigne v. Roland, 11 I.L.R. 65, at page 68, Tyndale J.

Vermette v. North Empire Fire, [1941] 71 K.B. 224 at page 227; 8 I.L.R. 358 at page 361.

II To satisfy this obligation, the assured must make a full disclosure.

MacGillivray, on *Insurance Law* at page 486.

III The duty of good faith extends to the physical and to the moral risk.
Gillis v. Canada Fire Assurance Company, 268 C. 166, at page 170.

IV The moral risk where a company is insured includes the history of directors.

Welford & Otter-Barry's Fire Insurance, at page 156.

Couch, *Cyclopaedia of Insurance Law*, Vol. 3 page 2564 sec. 790.

V The duty of good faith includes the obligation for the assured to disclose everything to his agent.

Cough, *Cyclopaedia of Insurance Law*, Vol. 3 page 2566 sec. 792.

VI The duty of good faith is imposed on the broker as well as on the assured.

A S S U R A N C E S

96

- (a) *Welford & Otter-Barry's Fire Insurance*, at pages 158 and 159.
- (b) *St. Regis Pastry Shop v. Continental Casualty Company*, [1929] 1 D.L.R. 900 (Ontario A.D.).
- VII The duty of disclosure exists even when no questions are asked at least when the assured is represented by an experienced broker.
- (a) *Welford & Otter-Barry's Fire Insurance*, at page 151.
MacGillivray, on Insurance Law, at page 528.
Laverty, Insurance Law of Canada, at page 166.
- (b) *Journey v. Railway Passenger Assurance Company*, [1924] 1 D.L.R. 308 (N.B. A.D.), Hazen C.J., at page 317.
Bigras v. Equitable Fire Insurance Company, 76 S.C. 18, Chase Casgrain.
Ferri v. Pacific Fire Assurance Company, (1939) 6 I.L.R. 71, Chase Casgrain, J.
Parkdale v. London & Lancashire Insurance Company, 26 O.W.N. 428.
- VIII Brokers represent the assureds and bind them in everything they do.
- Bercovici v. Guardian Insurance Company*, (1939) 77 S.C. 305; 6 I.L.R. 145, Forest J.
Blackburn v. Van den Bossche, [1949] K.B. 697, at page 703; 17 I.L.R. 99, at page 104.
Rocheford v. Royal Insurance Company, 66 S.C. 419, Bond, J.
Bigras v. Equitable Fire Insurance Company, 76 S.C. 18, Chase Casgrain, J.
Bergeron v. Urbaine Fire Insurance Company, (1944) 11 I.L.R. 222 (N.S. C.A.).
Vaillancourt v. Company d'Assurance Canadienne Mercantile, (1947) 14 I.L.R. 36 (Quebec K.B.).
- IX Brokers and assureds have the duty to disclose refusals to renew because such information is material to the risk.
- (a) *Chopowick v. Eagle Star Insurance Company*, (1936) 3 I.L.R. 24 (Ontario C.A.).
- (b) *MacGillivray, on Insurance Law*, at page 533.
- X Brokers and assureds have the duty to disclose refusals to cover because such information is material to the risk.
- (a) *Moran v. Cornhill Insurance Company*, (1936) 3 I.L.R. 658 (B.C. S.C.).
McNairn v. Western Assurance Company, 3 I.L.R. 105 (Ontario C.C.).
Koza v. Sea Insurance Company Limited, 4 I.L.R. 349 (Ontario S.C.).
Rezanoff v. Wawanesa Mutual Insurance Company, (1937) 4 I.L.R. 227 (Saskatchewan D.C.).
- (b) *MacGillivray, on Insurance Law*, at page 534.
- XI Brokers and assureds have the duty to disclose previous cancellations because such information is material to the risk.
- Tetreault v. Compagnie d'Assurance Canadienne Britanique*, 36 K.B. 402.
Smith v. General Accident Assurance Company, (1940) 7 I.L.R. 298, P. Demers, J.
Wise v. Toronto General Insurance Company, 3 I.L.R. 435 (Ontario S.C.).
Wesbitt v. British Canadian Insurance Company, (1938) 5 I.L.R. 197 (Ontario S.C.).
Ferri v. Pacific Fire Insurance Company, (1939) 6 I.L.R. 71, Chase Casgrain, J.
- XII Brokers and assureds have the duty to disclose the existence of mortgages and the exact amount thereof, because such information is material to the risk.
- (a) *Couch, Cyclopaedia of Insurance Law*, Vol. 3 page 2561 sec. 789.
MacGillivray, on Insurance Law, at page 539;
Laverty, Insurance Law of Canada, Second Ed., 1936, page 219.
- (b) *Kiernan v. Wawanesa Mutual Insurance Company*, (1940) 7 I.L.R. 249 (Ontario S.C.).
Bell v. Halifax Insurance Company, (1943) 10 I.L.R. 106 (Ontario S.C.).
Stroschein v. Wawanesa Mutual Insurance Company, (1944) 11 I.L.R. 46 (Alberta S.C.).
Compagnie d'Assurance de La Rimouski v. Caron, 17 R.J. 139 (Quebec K.B.).

ASSURANCES

XIII Brokers and assureds have the duty to disclose the financial situation because such information is material to the risk.

Fireman's Fund Insurance Company v. McGreavy, 118 Fed. 415.

Robins v. Central Manufacturers Mutual Insurance Company, (1941) 8 I.L.R. 173 (Ontario S.C.).

XIV The duty of disclosure should be maintained and not whittled away by alleged waiver.

MacGillivray, on Insurance Law, at page 550.

XV The words "only while" put a restriction on the subject matter of the risk and, for the coverage to exist, the building must be occupied as described in the policy.

London Assurance Corporation v. Great Northern Transit Company, 29 S.C.R. 577.

Ross v. Scottish Union & National Insurance, 58 S.C.R. 169.

Miller v. The Portage la Prairie Insurance Company, (1936) 3 I.L.R. 377.

XVI Materiality may be proven by expert witnesses and by representatives of the interested insurers.

Anglo-American Fire Insurance Company v. Hendry, 48 S.C.R. 577 at page 483.

Gauvremont v. Prudential Insurance Company of America, (1941) 8 I.L.R. 33 at pages 47 and 51.

Alliance Nationale v. Lajoie, (1944) 11 I.L.R. 194 at pages 202, 207 and 211.

Bertrand v. Compagnie Française du Phoenix, [1946] K.B. 81, at pages 98 and 99; 13 I.L.R. 33 at page 53.

Bigras v. Equitable Fire Insurance Co., 76 S.C. 18, at page 21.

Expert evidence:

The Anglo-American Fire Insurance Company v. Hendry, 48 S.C.R. 577 at p. 580.

Evidence of Insurers' Representatives:

Gauvremont v. Prudential Insurance Company of America, (1941) 8 I.L.R. 33, at pages 47 and 51 (Supreme Court of Canada).

Bertrand v. Compagnie Française du Phoenix, [1946] K.B. 81 at pages 98 and 99; 13 I.L.R. 33 at page 53.

Bigras v. Equitable Fire Insurance Company, 76 S.C. 18.

97



DÉPOSEZ VOS ÉCONOMIES À

LA

BANQUE D'ÉPARGNE

DE LA CITÉ ET DU DISTRICT DE MONTRÉAL

IL Y A UNE SUCCURSALE DANS VOTRE VOISINAGE

"COFFRETS DE SÛRETÉ"

LA SEULE BANQUE D'ÉPARGNE À MONTRÉAL